

INFOS PALESTINE

BULLETIN DE LA PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un regroupement de 41 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens. Le bulletin de la Plateforme est réalisé grâce au soutien du ministère des Affaires étrangères et de la réserve parlementaire du Sénat.

ÉDITO

Jérusalem perd son identité palestinienne

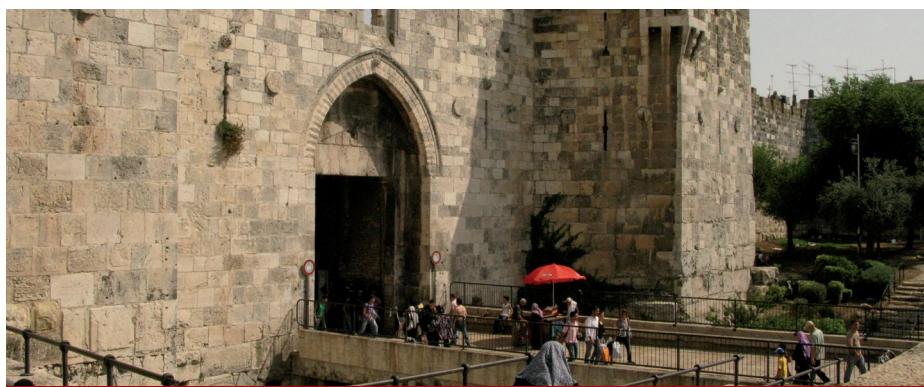
"Par de nouvelles lois et mesures, Israël est en train de poursuivre de façon active l'annexion de Jérusalem en sapant la présence palestinienne de la ville". Cette phrase n'est pas issue d'une organisation solidaire des Palestiniens mais du rapport de décembre 2010 des chefs de poste européens à Jérusalem. Il s'agit de leur 4^{ème} rapport sur la politique israélienne dans Jérusalem-Est. Aucun n'a encore été officiellement publié par l'UE.

Empêcher les Palestiniens de représenter plus de 30% de Jérusalem

Le rapport des diplomates indique d'emblée la position officielle israélienne : empêcher les Palestiniens de représenter plus de 30% de la population totale de Jérusalem. Il faut pour cela isoler Jérusalem-Est et y accroître la présence israélienne. 2 colons israéliens sur 5 vivent aujourd'hui dans Jérusalem-Est. Deux types de colonies sont à distinguer : les colonies idéologiques, de petite taille, qui s'établissent au cœur même de la vieille ville (territoire occupé depuis 1967) et les grandes colonies créées par l'Etat israélien dans Jérusalem et à sa périphérie, qui coupent Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie et scindent le territoire palestinien en deux.

Rendre Jérusalem-Est invivable

Les diplomates européens consacrent un long chapitre à la politique (ou l'absence de politique) d'urbanisation dans Jérusalem-Est, délaissée par la municipalité : "les quartiers palestiniens sont caractérisés par le mauvais état des routes, le manque ou l'absence totale de nettoyage des rues, les systèmes d'assainissement limités et l'absence d'espaces publics bien entretenus. Cela contraste fortement avec les quartiers où vivent les Israéliens (dans les colonies de Jérusalem-Est)". Seuls 13% des terres y sont constructibles pour les Palestiniens (pour 35% alloués aux colons). Les permis sont



Porte de Damas (Source : Elsa Putelat)

rare, chers et très longs à obtenir contraignant les Palestiniens à avoir recours à la construction illégale.

Rendre Jérusalem inaccessible

Les Palestiniens de Jérusalem ont un statut de "résidents permanents d'Israël". Pour garder ce statut, ils doivent néanmoins prouver que Jérusalem est leur lieu de vie. Les révoqueries de ce statut sont courantes. Une loi israélienne interdit de plus le regroupement familial pour les conjoints et enfants résidants dans le reste de la Cisjordanie, dont les habitants ne peuvent, de manière générale, accéder à la ville qu'avec un permis spécial. Le Mur dans et autour de la ville a scellé son isolement. Etudiants, commerçants, professeurs, fidèles chrétiens ou musulmans, tous sont interdits d'accès.

Réaffirmation claire de la position européenne

Elle est celle du droit : "l'UE considère Jérusalem-Est comme étant un territoire occupé et n'a jamais reconnu la Loi fondamentale qu'Israël a proclamé en 1980 (Jérusalem, Capitale d'Israël). Cette Loi a annexé Jérusalem en tant que capitale "une et indivisible" et a modifié les frontières municipales de la ville".

Les recommandations que font les diplomates à l'UE sont fortes, pour la première fois ils l'appellent notamment à "s'assurer que l'Accord d'Association UE-Israël ne sert pas à permettre l'exportation vers l'UE de produits fabriqués dans les colonies de Jérusalem-Est" ■

PROJET

3 mois au cœur des checkpoints israéliens

Bernard Flichy, bénévole au Secours catholique vient de rentrer de Jérusalem où il a participé au programme du Conseil œcuménique des Églises. Récit d'une immersion dans l'occupation israélienne.

Etre à côté des Palestiniens

Avec mon équipe ^[1], nous partageons notre temps de manière à assurer une présence à différents endroits : les check-points de Qalandiya (trois fois par semaine au moins, aux heures de grandes affluences, en général de 5h à 8h du matin) Zaytoun et Wadi Nar ^[2] (où passe l'essentiel du trafic routier entre le nord et le sud de la Cisjordanie) et certains quartiers de Jérusalem-Est, principalement ceux où les démolitions et évictions de logements étaient prévues ou annoncées (la vieille ville, Silwan, Sheikh Jarrah et Al 'Isawiya). À la fin de notre mission, une autre équipe a pris le relais. Ce programme continue de façon ininterrompue depuis 2002.

Cette présence a plusieurs objectifs. Il s'agit, tout d'abord, de montrer aux Palestiniens qui souffrent quotidiennement de l'injustice et de la violence qu'ils ne sont pas complètement oubliés, que nous cherchons à être à côté d'eux et, qu'à la fin de notre séjour de trois mois ^[3], nous témoignerons dans nos pays d'origine^[4] sur ce que nous avons vu.

En ce qui concerne notre présence aux check-points ^[5], nous devons compter le nombre de passages pour calculer le débit horaire, ainsi que le nombre de guichets de contrôle ^[6] en service. Nous cherchons aussi à connaître pourquoi certaines personnes sont refoulées. Nous vérifions que les "portes humanitaires" sont bien ouvertes aux heures prévues. C'est par elles que passent les malades, les femmes avec enfants, etc... Enfin, nous notons les incidents graves qui se produisent. Ils sont principalement liés à des délais d'attente anormalement longs pour entrer dans le check-point, c'est à dire supérieurs à une heure.

La durée de passage est aléatoire et imprévisible. Les "mauvais jours", cela peut prendre deux heures et plus, sans parler des trajets en bus – dont la durée est allongée en raison de l'existence du mur dit de sécurité – pour atteindre le check-point. Il peut aussi arriver, sans que l'on sache pourquoi, que le passage se fasse en dix minutes. Ce n'est pas pour autant que ces jours là puissent être qualifiés de "bons" !

Le check-point est inhumain.

Outre le fait que le principe même du check-point ^[7] est inhumain et dégradant, son fonctionnement est révoltant. Les Palestiniens sont



Checkpoint de Qalandia (entre Ramallah et Jérusalem) (Source : Bernard Flichy)

traités comme du bétail, cheminant entre des murs en béton surmontés de barres métalliques, passant des tourniquets étroits et non réversibles. Les soldats, policiers ou agents de sécurité privés, qui ne se séparent jamais de leurs armes, ne parlent qu'à travers des micros, et montrent souvent un parfait mépris pour ceux qui attendent. C'est ainsi que j'ai vu des soldat(e)s dormir, jouer de la guitare ou avec leur game boy, ou prendre leur petit déjeuner dans leurs guérites blindées, pendant que la foule attendait, au froid ou sous une chaleur étouffante, dans un tunnel grillagé.

Compliciter la vie des Palestiniens

Officiellement, pour l'État israélien, les check-points et le mur se justifient pour des raisons de sécurité : il faut empêcher l'entrée des "terroristes" en Israël. Pourtant... j'ai rencontré plusieurs hommes qui réussissaient à entrer à Jérusalem sans permis ; j'ai vu un homme refoulé au check-point se cacher dans un bus et passer ; j'ai retrouvé à Jérusalem une femme et son fils que j'avais rencontrés en train de chercher un passage le long du mur car ils étaient sans papiers ; je connais aussi

des jeunes qui paient pour passer... Un vrai terroriste, s'il le veut, franchira encore plus facilement l'obstacle et les autorités israéliennes le savent bien. À quoi servent donc le mur et les check-point ^[8], sinon à compliquer la vie des Palestiniens, à les inciter à la résignation et/ou à l'émigration ? Il ne faut pas oublier, non plus, que le mur permet aussi d'augmenter l'espace israélien.

Bernard Flichy, janvier 2011 ■

[1] Cinq autres équipes existent à Hébron, Bethléem, Tul karem, Jayous et Yanoun

[2] Le check-point de Wadi Nar est également appelé "Container"

[3] La durée de trois mois est alignée sur celle du visa ordinaire.

[4] Pendant mon séjour, l'ensemble du programme était composé de onze nationalités différentes.

[5] Les limites de cet article ne permettent pas d'évoquer les autres activités.

[6] Le nombre de guichets ouverts et l'humeur des policiers conditionnent le débit horaire. Le contrôle porte sur la carte d'identité, la carte magnétique, dont la photo est agrandie sur écran, les empreintes digitales et le permis de circuler, ainsi que sur tous les objets métalliques, jusqu'aux boucles d'oreilles.

[7] [8] D'un point de vue juridique, selon le droit humanitaire international, l'existence des check-points est condamnable... et contraire à la Quatrième Convention de Genève.



Paysans dans la Vallée du Jourdain (Source : Laurence F.)

PROJET

Volontaire dans la Vallée du Jourdain

Laurence F. est une volontaire française engagée dans Jordan Valley Solidarity (JVS), un mouvement créé par et pour les Palestiniens de la Vallée du Jourdain qui sous la pression israélienne perd peu à peu ses habitants et ses terres.

Je vis et travaille dans la Vallée du Jourdain avec Jordan Valley Solidarity depuis plus de 6 mois maintenant. J'ai choisi de travailler avec JVS car c'est un mouvement populaire palestinien qui concentre tout son travail en zone C, qui, selon les accords d'Oslo, est sous contrôle total israélien, tant au niveau administratif que militaire. Autrement dit, personne (pas, même l'Autorité palestinienne) n'a le droit de construire ou de rénover quelque type d'infrastructure que ce soit. Pour cette raison, la grande majorité des ONG nationales ou internationales refusent de monter des projets en zone C par peur de voir leurs constructions détruites par l'armée.

Pour Jordan Valley Solidarity, construire en zone C est un moyen essentiel de résistance

En effet, la première conséquence de cette division de la Cisjordanie en trois zones (A, B

et C) est que les Palestiniens quittent les zones C pour aller s'enfermer dans les zones A et B, qui sont les principales villes et villages palestiniens, où ils peuvent trouver un minimum de services. En zone C, la vie quotidienne est une lutte, particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'eau et à la santé. Depuis 1967 on assiste donc un transfert indirect de la population palestinienne hors de la Vallée (ils étaient plus de 300 000 dans la Vallée avant l'occupation, aujourd'hui ils ne sont plus que 56 000 Palestiniens).

Le "grenier de la Palestine" est aujourd'hui aux mains des colons et de l'armée israélienne

La Vallée du Jourdain représente 28% de la Cisjordanie. En dessinant ces zones et en y installant quelques milliers de colons (9000 en 2010), Israël s'est assuré le contrôle de près d'un tiers des terres et des ressources de

Cisjordanie, particulièrement l'eau. Ce qu'on appelait autrefois le "grenier de la Palestine" est aujourd'hui aux mains des colons et de l'armée israélienne. La Vallée du Jourdain est fermée par 5 checkpoints et l'armée israélienne s'y entraîne quotidiennement. De nombreux villages palestiniens sont considérés par Israël comme des "zones de tirs" et de nombreuses maisons sont détruites. Les colons s'accaparent régulièrement de nouvelles terres afin de produire et d'exporter toujours plus de produits vers l'Europe. Et bien que cette région soit la seule frontière ouverte vers le monde extérieur pour les Palestiniens de Cisjordanie, elle n'a jamais été sur la table des négociations. JVS a pour objectif de faire lumière sur la situation de la Vallée du Jourdain, oubliée de tous, ainsi que d'y protéger la présence des Palestiniens. Car c'est bien l'existence même des Palestiniens qui y est menacée et, par là même, la possibilité de l'établissement d'un Etat palestinien, quel qu'il soit ■

Distribution des terres de la Vallée du Jourdain selon les accords d'Oslo (Eye on the Jordan Valley, 2010, p.3, Ma'an Development)

Classification	Description	Régions	Surface (total 2400 km2)	% de la Vallée du Jourdain
Zone A	Contrôle civil et policier palestinien	Jéricho, Al Uja	85 km ²	3,5%
Zone B	Contrôle civil palestinien et policier israélienne	Ein al Beida, Bardala, Fayasel, Marj Na'jeh, Zubeidat, Nassareyyeh	50 km ²	2,06%
Zone C	Contrôle du Conseil Régional des colonies	36 colonies	1200 km ²	50%
	Zones fermées	Frontières, bases militaires, réserves naturelles	1065 km ²	44,37%
Total sous contrôle palestinien			186 km ²	6,82%
Total sous contrôle israélien			2286 km ²	94,87%

L'UE doit réévaluer son aide aux territoires occupés

L'Union européenne avec 500 millions d'euros en moyenne par an est de loin le plus gros contributeur aux Territoires palestiniens. Deux rapports récents de la CIDSE (Alliance internationale d'agences de développement catholiques) et du European Union Institute for Security Studies (présidé par Catherine Ashton) mettent en doute l'efficacité de cette aide.

L'historique

L'aide européenne se concentre sur le soutien budgétaire à l'Autorité palestinienne, l'aide humanitaire d'urgence et l'aide aux réfugiés. En 2009, 590,5 millions d'euros ont été versés aux territoires occupés.

Dans le détail, 272,1 millions ont transité sur un compte contrôlé par le premier ministre Salam Fayyad, permettant ainsi de contourner le Hamas, principalement pour payer les fonctionnaires de l'Autorité palestinienne. 169,57 millions d'euros ont été donnés pour le fonctionnement de l'UNRWA [9] et 39,63 millions pour l'achat du fuel destiné à la centrale électrique de Gaza. Au total en prenant en compte la contribution à l'UNRWA, 56% de l'aide européenne est allé à Gaza.

Comment construire un Etat sans mettre fin à l'occupation ?

Dévoilé en août 2009, le Plan Palestinien de Réforme et de Développement (PRDP) s'intitule "Mettre fin à l'occupation, Construire l'Etat". Il a obtenu le soutien de l'UE dans une large série de secteurs : réforme du système judiciaire, de la sécurité publique, de l'eau, de l'énergie ou de l'environnement.

La croissance palestinienne – prévue pour atteindre 8%, un des succès du Plan Fayyad - n'a été possible que grâce à l'aide internationale et l'intervention de l'Autorité palestinienne. Les deux rapports le répètent, ainsi que la Banque mondiale, cette tendance n'est pas durable et reste tributaire du contrôle israélien des Territoires palestiniens. Contrairement à l'impression générale d'une Cisjordanie en pleine expansion et autonome, celui-ci perdure. Jérusalem est toujours isolée du reste de la Cisjordanie par le Mur, où se poursuivent les destructions de maisons palestiniennes et l'extension des colonies. 99 checkpoints permanents quadrillent le territoire palestinien ainsi que 420 obstacles routiers. 232 kms de routes sont réservés à l'usage unique ou quasi unique des Israéliens. Le nombre de checkpoints volants a augmenté en passant de 65 par mois à 310. Le Mur continue d'être construit. Enfin le contrôle israélien se



Une rue de la vieille ville d'Hébron fermée par l'armée israélienne

renforce de façon importante dans la Vallée du Jourdain.

Si le soutien de l'UE au plan Fayyad sur le volet "construire l'Etat" est indiscutable, il l'est moins sur son second volet "mettre fin à l'occupation", condition première pour que son aide dans les Territoires palestiniens soit efficace sur la durée. Les deux rapports pointent le manque d'adéquation entre la politique d'aide européenne et une stratégie diplomatique efficace et cohérente.

L'UE s'adapte à la punition collective de Gaza

La bande de Gaza en est l'exemple le plus criant. "Jusqu'à présent, l'UE a adapté son aide financière et humanitaire pour répondre aux lourdes restrictions imposées par le blocus et à sa propre politique d'absence de relations avec le Hamas" affirme le rapport du European Union Institute for Security Studies. Si cette aide a contribué à stabiliser la situation humanitaire, elle a maintenant créé une situation de dépendance de la population de Gaza (qu'il sera difficile de rompre). Dans les faits l'UE s'adapte à une punition collec-

tive au lieu de la faire cesser. Elle décharge ainsi Israël de ses obligations de puissance occupante.

L'absence de mesures concrètes concernant la bande de Gaza montre la filiosité de l'UE à prendre toute mesure qui puisse être interprétée comme une reconnaissance du régime du Hamas. "Cette attitude s'est avérée être contre-productive continue le rapport, elle a laissé le Hamas aux commandes d'une société qui peu à peu s'est trouvée dénuée de solutions politiques et économiques alternatives. Elle a verrouillé toute possibilité d'un cessez le feu à long terme, de négociations sur le cas de Guilad Shalit et de la fin du blocus".

A moins d'un changement de politique, l'UE se cantonnera à un rôle d'assistant humanitaire, au gré des fluctuations du blocus et de la politique israélienne, sans se donner les moyens de faire correspondre son énorme engagement financier à un réel poids politique ■

[9] UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

POUR EN SAVOIR + : www.iss.europa.eu | www.cidse.org

Directeur de publication : Bernard Ravenel - Comité de rédaction : Maxime Guimberteau, Bernard Ravenel, AFPS, CCFD, Cedetim, Cimade, Mouvement de la Paix, LDH.

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE 14, passage Dubail – 75010 Paris | Tel. : 01 40 36 41 46 | contact@plateforme-palestine.org | www.plateforme-palestine.org

MEMBRES : AITEC, AFPS (Association France-Palestine solidarité), Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens), Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes), CIMADE, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient), Enfants Réseau Monde, Fédération Artisans du Monde, Génération Palestine, FSGT, GREF (Groupement des retraités éducateurs sans frontières), Ligue des Droits de l'Homme, LUFPL, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), le Mouvement de la Paix, MRAP, Palestine 33, Pax Christi, Secours Catholique-Caritas France, SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Terre des Hommes France, UJFP (Union juive française pour la Paix). MEMBRES OBSERVATEURS : ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), Afran Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association « Pour Jérusalem », Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix – Strasbourg, Coordination Sud, CRID, Francas, GAIC (Groupe d'amitiés islamo-chrétienne), Handicap International, Médecins du Monde, RITIMO, Tiens voilà encore autre chose.